

## COMMUNIQUÉ

Une nouvelle période de confinement vient d'être décrétée par le président MACRON et son gouvernement dans la plus grande confusion.

Encore une fois, la population subit des restrictions de ses libertés, sur lesquelles des interrogations légitimes se développent, en France comme dans d'autres pays.

Encore une fois, les salariés se voient imposer des conditions de travail et des remises en cause de leurs droits qui semblent souvent disproportionnées y compris au regard du COVID-19.

Les politiques d'économies drastiques de réduction des moyens des hôpitaux et de gel des salaires des personnels, qui ont été opérées depuis des années indistinctement par tous les gouvernements, de droite, de gauche sont les vraies causes de la situation actuelle. Bien sûr ce virus est nouveau et d'autres sans aucun doute surgiront, cependant et cela n'est contesté par personne, les mesures de confinement et autres sont mises en œuvre uniquement pour tenter de réduire l'engorgement des urgences et des services de réanimation, c'est-à-dire pallier les conséquences de politiques dirigées par la seule recherche du profit.

La politique développée par l'Etat en jouant sur l'opposition entre les catégories de la population (les jeunes contre les autres, les vieux à isoler, les premiers de cordée contre les autres...), les choix et décisions prises créent une situation de forte tension qui est entretenue par la répétition de messages anxigènes (souvent contradictoires) sur le virus et sur la politique étrangère...

Depuis maintenant 10 mois, la France, comme les autres pays, voient le virus circuler au sein des populations. Les premiers constats ont permis de relever les incuries des politiques de santé publique notamment en ce qui concerne les moyens hospitaliers, malheureusement force est de constater que rien n'a réellement changé. Les belles promesses sur la mise en œuvre de moyens supplémentaires pour l'hôpital et les personnels se sont envolées pendant l'Eté.

La réalité est cruelle, et ce ne sont pas les tentatives de culpabilisation de la population qui y changeront quelque chose ; les personnels de santé sont exténués, les lits (loin d'augmenter) continuent de diminuer et les embauches ainsi que de vraies réévaluations salariales semblent renvoyées aux calendes grecques.

Les salariés subissent des conditions de travail qui se sont fortement dégradées, le développement du Télétravail imposé unilatéralement par les entreprises et parfois en dehors de toutes règles, la dérèglementation du temps de travail avec la remise en cause des jours de congés et de repos, la perte de salaire pour de nombreux salariés, mais également la perte d'emplois entraînant des catastrophes familiales...

Les solutions ne peuvent passer par des restrictions sans fin, des remises en cause récurrentes des garanties sociales, l'augmentation de l'exploitation salariale de la grande majorité de la population au profit d'une minorité ; les grands groupes mondiaux, en effet, continuent à faire des bénéfices et leurs dirigeants à s'octroyer des plus-values honteuses au moment même où l'on demande toujours plus de sacrifices aux populations...

Face à cette situation anxiogène pour une grande majorité de la population qui doit tous les jours gérer la pénurie, il n'est pas acceptable que les grandes entreprises en profitent pour réorganiser, licencier, remettre en cause les garanties collectives afin de maintenir coûte que coûte le bénéfice attendu par les actionnaires.

Si l'humain est vraiment la préoccupation, si sa santé n'a pas de prix, cela ne peut pas se traduire par des licenciements, des baisses de salaires, l'augmentation de la pression et de la surveillance des salariés ; notamment au travers des nouvelles technologies, du digital. Mais surtout, nous ne pouvons pas accepter cette autre vision de la société où les libertés individuelles et collectives seraient assujetties à l'économie et donc aux diktats de l'entreprise. Certaines dystopies, traduites au cinéma<sup>1</sup>, montrent ce type de société. Ce n'est pas notre vision d'une société de progrès et d'émancipation pour tous, où toutes et tous pourraient contribuer au fonctionnement de la société et en même temps se cultiver, lire tous les livres dont ils auraient envie, voyager et découvrir les autres cultures, ...

La Section Fédérale des Assurances de la FEC-FO dénonce les orientations développées tant par le gouvernement que par les entreprises qui font entrevoir toujours plus de souffrance pour la population et particulièrement pour les salariés.

FO revendique le maintien du cadre collectif de la branche avec le retour à de vraies prérogatives de négociations d'accords normatifs qui seuls sont en mesure de garantir un haut niveau de prestations sociales pour les salariés. C'est dans ce cadre que FO a demandé à la FFA, l'ouverture d'une négociation sur le télétravail (cf. lettre FO à la FFA du 16 juin 2020). <http://ged.fecfo.fr/portal-dom/documentation/080-FFA-20201104120342.pdf>

Pour FO, un accord collectif doit améliorer les conditions de travail des salariés et non pas les dégrader et donner à l'entreprise carte blanche ; les entreprises du XXIème siècle ne sont pas des seigneuries ou le seigneur, omnipotent, aurait droit de vie et de mort sur ses S...

FO continuera à défendre, les droits des salariés, de ses militants soumis en permanence aux pressions et parfois aux tentatives répétées de licenciement et plus largement à porter les revendications des salariés et œuvrer au progrès social...

Paris, le 4 novembre 2020

Contact : *Georges DE OLIVEIRA - 01 48 01 91 35*

---

<sup>1</sup> Exemple de dystopies = Minority report, Fahrenheit 451, 1984, Equilibrium, ...